

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE BOUTEFLIKA

Belkhadem rate sa sortie à Boumerdès

Les partisans de Bouteflika à travers la Coordination de soutien au programme présidentiel, représentant trois wilayas (Boumerdès, Tizi-Ouzou et Bouira), ont rameuté leurs troupes. Ils avaient ciblé la région de la Basse-Kabylie et l'ex-Rocher-Noir, capitale première de l'Algérie indépendante, pour tenter de donner de la consistance à leur show. C'est raté.

Tout était prêt ce jeudi. Même la caméra de l'ENTV a été réquisitionnée.

Les partisans de la «ouhda thalitha» de la Kabylie (Boumerdès, Tizi-Ouzou et Bouira), réunis en coordination régionale, pensaient frapper un grand coup. Belkhadem, le chef du FLN, s'est déplacé pour donner sa bénédiction à cette prière collective, demandant à Bouteflika de se porter candidat...

Le patron du FLN a fini par quitter précipitamment la salle des Actes de l'université de Boumerdès où se jouait une scène qui s'est terminée en queue de poisson. Les talebs de la zaouïa Sidi-Abderrahmane Ettaïlibi des Issers, qui ont été habillés de gandouras

toutes neuves, les jeunes filles du centre culturel Sennani de la ville de Boumerdès, les personnes réquisitionnées et transportées par quelques P/APC intéressés par cette cause, tout ce beau monde n'était pas assez nombreux pour remplir la salle de l'ex-INH.

Les interventions de certains responsables étaient sans relief. Le coordinateur national de ce patchwork de soutien a qualifié les opposants à l'amendement de la Constitution d'irresponsables. Pas moins. «Ils vont à l'étranger pour divulguer les secrets du pays», dira-t-il à l'assistance, apathique. Personne ne saura de quelles personnes il s'agit ni quels secrets ont



Une rencontre qui finit en queue de poisson.

été divulgués. Pour lui, ces amendements sont une demande populaire. Mais il affirme qu'il n'a pas été possible de faire approuver ces changements constitutionnels par le peuple vu l'urgence de cette action laquelle, faut-il le rappeler, est un projet présidentiel datant de deux ans.

Le choix de l'intervenant au nom de la famille révolu-

tionnaire, lui-même piégé, a soulevé l'ire de du secrétaire général de l'ONM de Boumerdès et des cadres de cette organisation. Ces derniers nous ont accosté pour nous dire leur désapprobation sur cette manière de faire.

Par la suite, le patron du FLN est sorti de la salle pour prendre le chemin d'Alger. La salle des Actes

de l'université de Boumerdès s'est ensuite subitement vidée.

Le représentant du MSP a repris le micro pour discourir dans une salle vide.

Avant de quitter les lieux, le patron du FLN n'a pas dit un mot sur cette rencontre. Nous avons placé au vol une seule question. Elle se rapporte à l'absence, à quelques mois seulement d'un processus électoral crucial pour la nation, de candidatures. «Pas encore ! Pas encore !» Sur notre insistance sur l'inquiétante inertie de la scène politique nationale, il a fini par lâcher : «Cette compétition n'est pas moindre que les compétiteurs.» Comprendra qui voudra.

Décidément, la vie politique en Algérie est désespérante. Seul sur la scène, le système qui la régent est incapable d'innover en matière de marketing politique. C'est, en effet, le même rituel que ceux de 1999 et 2004 qui se répète

en cette fin de la pénible année 2008. Les mêmes procédés et les mêmes individus ont été en vain mobilisés.

En dépit de ce ratage, le processus qui se terminera en avril 2009 par la passation des pouvoirs entre le président de la République sortant Abdelaziz Bouteflika et le vainqueur à cette élection, Bouteflika Abdelaziz est désormais lancé. Il commence à Boumerdès par une campagne d'allégeance. Suivra ce qui s'apparentera à une campagne électorale que seuls mèneront les médias publics.

Nous vivrons un métrage, quotidien et sans précédant, des populations en faveur d'un seul candidat. Il sera clôturé par un «vote massif en faveur de Bouteflika». Les P-V de l'administration et les images de l'ENTV prouveront le déroulement irréprochable de l'élection présidentielle d'avril 2009.

Abachi L.

INTERSYNDICALE AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE

Signature d'une charte de principes

Pas moins de sept syndicats de la Fonction publique, appartenant à l'Intersyndicale autonome de la Fonction publique (ISFP), ont annoncé la signature d'une «charte de principes».

Au cours d'une conférence organisée au siège du FFS à Alger, les représentants de plusieurs formations syndicales autonomes ont expliqué que l'Intersyndicale a pour objectif de créer un cadre au sein duquel il sera possible d'entreprendre des actions concertées.

La charte en question a été paraphée par les responsables de sept syndicats présents. Il s'agit du Snapap, Cnapest,

Satef, Cnes, Cla, Snte, SNPEPM. La charte en question est ouverte aux organisations qui croient en la lutte syndicale.

Il existe deux catégories de syndicats, dira le représentant du Cla. Le premier est de type revendicatif et combatif et le second est un syndicat de gestion. «Celui qui ne se reconnaît pas dans notre démarche n'est pas le bienvenu au sein de l'Intersyndicale», a-t-on expli-

qué. Il est demandé aux syndicats qui adhèrent à l'Intersyndicale autonome de la Fonction publique d'initier des mouvements de protestation de nature à arracher des acquis sociaux et non à caractère publicitaire. La coordination des actions amènera, diront les conférenciers, l'administration à compter avec les syndicats autonomes dans la prise de décisions. C'est notamment le cas de la rédaction du pacte social et du régime indemnitaire.

Parmi les actions envisagées, figure la grève d'une

semaine reconductible qui sera enclenchée à compter du 10 janvier 2009. Il a, enfin, été souligné que les portes de l'Intersyndicale sont ouvertes aux syndicats qui se sentent floués par les entités auxquelles ils sont affiliés. Il a été souligné que l'Intersyndicale n'est pas dotée d'une instance de direction et qu'elle s'exprime par le biais de déclarations ou dans des conférences de presse. Les décisions prises par l'IAFP sont d'abord soumises et validées par la base syndicale de chaque formation.

N. M.

FNA

Qui veut nuire à Moussa Touati ?

La station thermale de Hamam-Righa a été, en cette fin de semaine, le théâtre d'une tentative de déstabilisation du président du FNA, Moussa Touati, qui vient d'annoncer sa candidature officielle à la prochaine élection présidentielle.

Un communiqué transmis à la presse fait état de la tenue d'un «congrès» qui s'est tenu à Hamam-Righa, jeudi, que «ses travaux ont abouti à une modification des statuts du FNA, ainsi qu'au remplacement de l'actuel président Moussa Touati par le D^r Djilali Abdelkhalek, originaire de Annaba. Informé, Moussa Touati, à la tête de plus de 700 délégués de 43 wilayas, accompagné des membres du bureau national de cette formation et de 9 députés FNA, est arrivé vendredi matin dès 7 h, «pour assister et prendre part aux tra-

vau du soi-disant congrès», a-t-on appris de plusieurs sources.

Pour les responsables du FNA, Moussa Toutati a compris qu'il n'y a pas eu de congrès. «C'est un petit groupe de personnes, une trentaine tout au plus, qui se sont regroupées au restaurant de la station thermale.»

En ce qui concerne le D^r Abdelkhalek, les responsables locaux du FNA nous ont transmis sa lettre de démission des rangs du FNA, dans laquelle il parle de «départ définitif», datée du 29 janvier 2006, lettre adressée à

M. Moussa Touati. En plus de cette lettre de démission, il nous a été communiqué une liste de candidats du MN pour les élections du 29 novembre 2006, pour l'APW de Annaba, il est classé en cinquième position.

Les responsables du FNA s'interrogent sur l'autorisation accordée par la wilaya de Aïn-Defla, n° 54/2008, pour la tenue de ce «congrès» des redresseurs. «On» pense qu'elle a été sollicitée et accordée à d'autres fins. Puisque, assure-t-on, pareille autorisation a été sollicitée et du reste refusée par la wilaya de Tiaret, refus émanant du ministère de l'Intérieur, et notifiée au chef de daïra et au P/APC de Tiaret, rapporte-t-on, par télé-

gramme n° 23/19, en date du 26/10/2008, notification qui rappelle que seul Moussa Touati est le président légal du FNA.

Alors que signifient ces «turbulences» ? Une tentative de déstabilisation du FNA ou simplement «une tentative de retour par d'autres portes, d'anciens militants qui étaient partis ailleurs, parce qu'en désaccord avec la ligne de cette formation», comme a tenu à le préciser Moussa Touati, contacté par un confrère ? Est-ce le début d'un feuilleton qui est appelé à connaître d'autres épisodes, puisque «nous allons poursuivre en justice le média qui a annoncé ce congrès», selon la même source.

Karim O.

ILS PERDRONT LEUR VALEUR LE 31 DÉCEMBRE PROCHAIN

Quatre billets de banque retirés de la circulation

Quatre billets de banque perdront leur valeur le 31 décembre 2008 (soit au terme légal de 10 ans), a précisé hier la Banque d'Algérie dans un communiqué parvenu à notre rédaction.

Il s'agit des billets issus des émissions des années 1964, 1970 et 1977, et qui sont ceux de cent dinars (100), cinquante dinars (50), dix dinars (10) et de cinq (5) dinars.

Les détenteurs de ces billets sont ainsi avertis qu'ils devront les présenter à l'échange avant l'échéance prévue. La valeur libératoire et leur contrepartie, précise le communiqué, seront acquises au Trésor public. L'échange des billets, rappelle aussi la Banque d'Algérie, se fera sans formalités particulières.

Par ailleurs, le retrait de la circulation des billets a été prescrit par le règlement numéro 98-01 du 10 juin 1998.

L'échange des billets se fera au niveau des agences de la Banque d'Algérie, et ce, à travers son réseau d'agences ouvertes dans toutes les wilayas. Pour rappel, ce retrait a fait précédemment l'objet d'un communiqué et d'une note d'information.

RN